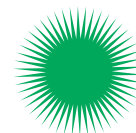




Fédération Syndicale Unitaire



EN GRÈVE!



Alors que la France est traversée par une crise politique et sociale majeure, le gouvernement déroule sa feuille de route comme si rien ne pouvait l'affecter, appliquant avec empressement un programme destructeur pour notre modèle social. Plutôt que d'écouter la colère qui s'exprime aujourd'hui, le gouvernement Macron-Philippe s'entête à faire de la baisse de la dépense publique sa priorité. Et comme si ce mépris ne lui suffisait pas, il s'acharne à criminaliser le mouvement social en promulguant une loi « Loi anti-casseurs » qui remet gravement en cause la liberté de manifester. Et pourtant, les raisons de descendre dans la rue sont nombreuses :

No1

• DESTRUCTION DES SERVICES PUBLICS ET DE L'AMORTISSEUR SOCIAL.

Alors que les français affirment leur attachement à des services publics de proximité le gouvernement veut supprimer 120000 postes de fonctionnaires d'ici la fin du quinquennat. Moins de fonctionnaires, c'est forcément moins de Services Publics! Emmanuel Macron termine le sale boulot engagé par les gouvernements précédents: il veut casser définitivement le modèle social français, au détriment de celles et de ceux qui en ont le plus besoin. Réformer la Fonction Publique en remettant en cause le paritarisme, en privilégiant le recours systématique à des contractuels plutôt que d'embaucher des personnels protégés par un statut, c'est contraindre les salariés à renoncer à toute idée de progrès social. Avoir comme modèle social la précarité et l'asservissement, c'est contraire aux intérêts de tous les salariés! Ne laissons pas l'accès aux soins, à l'éducation, à l'accompagnement des sans emplois se dégrader!

No2

• ÉDUCATION : UNE DÉRIVE AUTORITAIRE POUR UNE ÉCOLE INÉGALITAIRE

L'éducation doit offrir à tous, partout, un même droit à se former et se cultiver. Au lieu de cela le gouvernement met en concurrence les étudiants, organise la sélection généralisée à l'entrée de l'université, prétend individualiser les parcours mais favorise l'accroissement des inégalités entre élèves et la concurrence entre établissements, impose des effectifs surchargés au détriment des élèves qui ont le plus besoin de suivi : qui tirera son épingle du jeu ? C'est toujours les mêmes qui trinquent! Le ministre de l'Éducation prétend instaurer une « école de la confiance » ? Il cherche en réalité à museler les enseignants dans leur liberté d'expression et dans leur autonomie pédagogique. Et que dire des suppressions de poste qui vont encore aggraver les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels ?

No3

• INJUSTICE FISCALE ET SOCIALE, RECUL DES SOLIDARITÉS COLLECTIVES

Les rues résonnent encore des demandes de justice fiscale : le soi-disant « grand débat » n'étouffera pas cela. Il faut mieux répartir les richesses en donnant plus à ceux qui les produisent. Le grand patronat doit répondre aux exigences de revalorisation des salaires et cesser de privilégier les actionnaires avides de profits. Les cotisations sociales ne sont pas une charge, c'est du salaire différé permettant à la population de bénéficier de la Sécurité Sociale, de l'assurance- chômage, d'un système de retraite solidaire. A propos des retraites, le slogan du gouvernement « Un euro cotisé donne les mêmes droits pour tous » est une arnaque. Dans le système envisagé par « Le Président » le montant de la pension n'est pas garanti (la valeur du point changera chaque année) et chacun devra choisir, partir plus tôt avec une petite retraite ou partir plus tard pour gagner plus. Le gouvernement renvoie les français à des choix personnels et sonne le glas des solidarités collectives.

De l'argent, il y en a : les actionnaires se goinfrent, les grands patrons se servent des salaires indécents, l'évasion fiscale prolifère, les cadeaux fiscaux aux plus riches restent sans aucune contrepartie. De cette société là nous n'en voulons pas ! Revalorisons les minima sociaux, offrons des emplois stables à nos jeunes, permettons aux anciens de partir à la retraite à taux plein dès 60 ans. Vivre avec un salaire décent c'est possible ! Redistribuons les richesses, préservons la solidarité, rendons l'impôt plus juste et plus progressif, taxons davantage le capital et moins le travail pour réorienter les profits vers l'emploi (rétablissons l'ISF mais prélevons aussi sur les mouvements financiers, sur les profits des GAFA...). Salarié·e·s du privé comme du public, étudiant·e·s, lycéen·ne·s, chômeur·euse·s, retraité·e·s :

MANIFESTATION UNITAIRE À PARIS

MARDI 19 MARS 2019 - 13H00

EDMOND ROSTAND (RER LUXEMBOURG), VERS LE MEDEF



Fédération Syndicale Unitaire

EN GRÈVE!

APPEL UNITAIRE



**CONTRE LE MÉPRIS
DU GOUVERNEMENT**

**POUR LA RECONQUÊTE
DES SERVICES PUBLICS**

**POUR UNE MEILLEURE
REDISTRIBUTION DES RICHESSES**